

CHILI :

putsch et terreur...

En guise d'hommage renouvelé au peuple chilien et à son président Salvador ALLENDE, dont l'éminente stature démocratique enrichit le panthéon des leaders des luttes populaires pour la liberté, j'évoque sommairement ci-après les évènements qui ont marqué la contribution particulière de la FEN, à la fois syndicale et politique, au soutien des forces démocratiques et ouvrières françaises à la résistance du peuple chilien.

Secrétaire fédéral en charge des libertés¹, j'ai été, au nom de la FEN, au cœur de la création et des initiatives du Comité français « Solidarité Chili ».

Louis ASTRE

Sommaire

Le 11 septembre 1973 au Chili, putsch du général Pinochet.....	2
« Chili : putsch et terreur ! ».....	3
Comité national « Solidarité-Chili » et Fonds unique de solidarité.....	4
Conférence internationale d'Helsinki des 29 et 30 septembre 1973.....	5
Le congrès de la FEN Paris, 27-30 novembre 1973.....	6
Versement des fonds du CCP 470 directement à la résistance chilienne.....	7
Notre solidarité intersyndicale avec la CUTCH.....	8
La solidarité globale s'intensifie.....	9
Conférence mondiale de solidarité Madrid, 10-11 novembre 1978.....	12
Annexes.....	13
Notes.....	18

*Photos et documents : collection privée Louis ASTRE ; L'Enseignement public.
Notes de Luc BENTZ (Centre Henri-Aigueperse / UNSA Éducation)*

Le 11 septembre 1973 au Chili, putsch du général Pinochet

11 septembre 1973 : une des dates les plus noires de l'histoire de la Gauche au XX^e siècle ! Ce 11 septembre le putsch de la junte du général Pinochet met fin dans un bain de sang à trois années d'une expérience sans précédent pour les forces progressistes du monde entier. Dans son discours du 21 mai 1971, Salvador ALLENDE définit en effet le socialisme chilien qu'il entend édifier, comme libertaire, démocratique et pluripartite. Pour les dirigeants des États-Unis, pour le capitalisme mondial comme pour la bourgeoisie chilienne il importait de briser ce rêve — à tout prix et avant qu'il ne soit trop tard — de Salvador ALLENDE et des partis de l'Unité populaire : une marche démocratique au socialisme dans la liberté.

Et ce fut le bain de sang que l'on sait...

SALVADOR ALLENDE,

président socialiste du gouvernement d'Unité Populaire se donne la mort au Palais de la Moneda intensément bombardé par les insurgés, pour ne pas tomber entre leurs mains et pour appeler le peuple chilien à rester debout, à résister aux factieux et reconquérir sa liberté.

Résistant jusqu'au bout aux bombes des putschistes il lance à son peuple cette ultime adresse :

***«... Face à cela je ne démissionnerai pas .
Dans cette situation extrême où me place l'Histoire ,
je paierai de ma vie la loyauté envers mon peuple². »***

Le 12 septembre 1973, en France, s'élèvent des protestations spontanées dans l'ensemble du pays. Les forces démocratiques et ouvrières appellent à une manifestation nationale le 17 septembre.

Le 15 septembre à 23 heures : « **CHILI : HALTE AU MASSACRE !** ». — Devant l'aggravation tragique des événements, les centrales **FEN-CGT-CFDT** appellent à la protestation immédiate des travailleurs par arrêt de travail de 11 à 12 h, le lundi 17 septembre (voir le document p. 14).

Le 17 septembre : **IMMENSE MANIFESTATION POPULAIRE NATIONALE**. À Paris, **James MARANGÉ**, secrétaire général de la FEN, et **André OULIAC**, secrétaire général du SNI³, défilent en tête du cortège.

« Chili : putsch et terreur ! »

J'expose sous ce titre dans *l'Enseignement Public*, revue mensuelle de la FEN, de septembre 1973 l'analyse, la position et l'engagement de celle-ci.

L'assassinat de Salvador Allende, l'écrasement de l'expérience chilienne sous le feu et le fer de la junte, accablent de tristesse et soulèvent d'indignation tous ceux qui croient à l'indéfectible avènement de la justice sociale.

Du fait que précisément l'expérience chilienne se voulait un exemple d'évolution vers le Socialisme par la Démocratie et dans la Liberté,

que Salvador Allende accède au Pouvoir selon une procédure démocratique parfaitement régulière,

qu'il s'est imposé pour la mise en œuvre du programme sur lequel il avait été élu, le respect scrupuleux de la Légalité,

que soucieux de convaincre et non de contraindre, il respecta tous les droits et libertés de l'opposition,

le putsch fasciste des généraux de droite n'en est lui-même que plus exemplaire.

L'écrasement du peuple demeure l'ultime argument de tous ceux qui refusent le progrès et la justice.

« Ces gens-là ne s'arrêtent devant rien », confiait Allende.

Pour sauvegarder ses privilèges et faire obstacle à la mise en œuvre du programme d'unité populaire visant à assurer au Chili la maîtrise de son économie et son indépendance, à réduire l'injustice sociale et l'exploitation des travailleurs et des paysans, à promouvoir le mieux être du peuple, à étendre ses droits et ses libertés,

la réaction chilienne n'a reculé en effet devant rien, ni la sédition, ni le crime, ni la guerre civile.

Dès le début elle a organisé le sabotage systématique de la vie économique, la fuite des capitaux, le blocage du trafic intérieur par la « grève des patrons » camionneurs, etc.

Dès le début elle a pratiqué aussi l'assassinat, celui du chef d'état-major des armées.

Et lorsqu'en mars dernier les élections révélèrent que l'Unité Populaire, avec 44 % des voix au lieu de 36 % deux ans plus tôt, bénéficiait de la confiance croissante des travailleurs,

la réaction accentuant les provocations et les désordres, prépara le recours aux avions de guerre et aux tanks.

Le 11 septembre, la Junte « assume la mission historique du combat pour la libération de la patrie du joug marxiste et le rétablissement de l'ordre et de la loi ».

Savoir aujourd'hui si Nixon a ou n'a pas été informé à l'avance **personnellement** est bien superflu, tant il est vrai que l'impérialisme nord-américain se trouve, par ses multiples structures d'in-



Un fonds commun vient d'être constitué par 18 organisations dont : P.C., P.S., Rad., P.S.U., C.G.T., C.F.D.T., F.R.N.

« SOLIDARITE CHILI »
10, rue de Solférino, Paris 7e
C.C.P. 4.70 PARIS

chili putsch et terreur..



Marangé et Outac à la manifestation du 17 septembre.

tervention, effectivement et « normalement » impliqué depuis le début dans ce processus d'étranglement par la force de la liberté d'un petit peuple voisin.

De la brutale suppression des crédits internationaux au Chili sur intervention directe du gouvernement US,

à l'offensive des sociétés multinationales pour saisir le cuivre et stériliser ainsi la principale richesse du pays,

à leur intervention enfin avec la CIA révélée par l'enquête officielle du congrès US, pour empêcher l'accession légale d'Allende au Pouvoir.

Et tous les autres faits que l'on ne connaît sans doute jamais...

Quant à la réaction française, si elle ne peut pas ne pas rendre hommage à la personne même d'Allende, c'est pour le rendre aussitôt, lui et ses partisans, responsable et non victime, coupable presque du putsch et du bain de sang.

Seule centrale syndicale à s'être opposée par la grève générale au coup d'Alger du 13 mai 1958, la FEN n'entend procéder à aucun amalgame.

Il demeure que la jubilation mal contenue d'une partie de la droite française, par-delà son indécence conduit à s'interroger sur l'avenir pour notre pays.

Elle atteste à tout le moins du prix très relatif que certains, dans notre propre pays, attachent au respect de la légalité, à la paix civile,

et de l'hypocrisie qui soutend les campagnes aussi véhémentes qu'unilatérales de la droite contre les atteintes aux libertés dans les régimes non capitalistes.

SOCIALISME IMPOSSIBLE ?

Le 12 septembre, des dizaines et dizaines de milliers de travailleurs et démocrates français ont spontanément manifesté tant en province qu'à Paris leur émotion et leur indignation face au putsch fasciste et leur solidarité au peuple chilien.

En ces journées, alors que plane l'incertitude sur la situation réelle au Chili et sur la résistance des travailleurs et démocrates,

le sentiment qui nous étreint, nous syndicalistes, est le même qui nous serra le cœur au matin du 21 août 1968, lorsqu'un autre fer étrangle un autre Printemps porteur lui aussi de la même espérance, le Socialisme à visage humain.

Cette espérance est aujourd'hui à nouveau blessée.

Mais ni le putsch de Santiago, l'assassinat de Salvador Allende et la mise au pas du Chili, ne sauraient la détruire et faire obstacle au progrès inéluctable vers la justice sociale.

Louis ASTRE 17

ENSEIGNEMENT PUBLIC - SEPTEMBRE 1973

Comité national « Solidarité-Chili » et Fonds unique de solidarité.

Le 18 septembre au soir, création du « **COMITÉ⁴ SOLIDARITÉ CHILI** » par 18 organisations, avec un bureau comprenant : PC, PS, MRG, PSU, CFDT, CGT et FEN.

Le 20 septembre est créé le FONDS UNIQUE « SOLIDARITE CHILI » (CCP 470 Paris, 10 rue de Solferino⁵) **de solidarité à la résistance**. Domicilié au siège de la FEN, sa signature est confiée à Pierre BERTELET, directeur administratif de la Fédération⁶, sous contrôle des trésoriers de la FEN⁷, de la CGT et de la CFDT. J'en suis le mandataire politique.

Soulignons que **pour la première fois de son histoire**, la Gauche crée un fonds unique. La FEN l'a proposé dès le 17 septembre au PS, à la CFDT, à la CGT et au PCF, mais en vain car ce dernier tient à sa propre collecte. Mais elle réussit à l'imposer le 20, en donnant à entendre que, faute de fonds unique, il pourrait y en avoir deux, concurrents, communiste et socialiste. Face à cette hypothèse (gratuite car la veille, PS et CFDT m'avaient dit leur désaccord), Georges FOURNIAL⁸, après consultation téléphonique avec le PCF, accepte le fonds commun. Dès le lendemain le compte est ouvert car BERTELET l'avait fait réserver par les PTT.

Le 21 septembre est publié le CCP 470 -Solidarité Chili- 10 rue de Solferino- Paris.

Le 24 septembre, réception à la FEN de **Luis FIGUEROA**, le président de la CUTCH (Centrale unitaire des travailleurs du Chili).

Le 25 septembre, au nom du Comité, je diffuse à la presse *l'Appel des 18 organisations à la solidarité financière*, et à une **grande collecte publique du 3 au 11 octobre 1973**.

Le 26 septembre le Comité organise un **Rassemblement au Palais des sports de Paris** avec la participation de responsables du Comité chilien de Solidarité installé à Cuba (*voir photo en annexe, p. 15*).

Le 2 octobre 1973 à 23 heures les dirigeants des centrales syndicales **CFDT, FEN, CGT, (Edmond MAIRE, James MARANGÉ et Georges SÉGUY)**, s'adressent par télégramme au président de la République et au secrétaire général de l'ONU en faveur de **Luis CORVALAN**, leader communiste menacé de mort⁹, et

*« pour arrêter l'assassinat des travailleurs, des syndicalistes
et des hommes politiques massacrés pour avoir soutenu
le gouvernement légal de leur pays. »*

Conférence internationale d'Helsinki des 29 et 30 septembre 1973

Le 18 septembre se sont réunis à Rome les comités créés en 1971, à l'initiative du *Conseil mondial de la Paix*¹⁰, pour un soutien politique au gouvernement d'Unité populaire¹¹. Ils ont décidé de tenir une conférence internationale les 29 et 30 septembre à Helsinki.

Mais le Comité français se délite. Le PCF et la CGT s'y rendent de leur côté, et d'un autre, le PS le MRG et la CFDT. La FEN pour sa part n'y est pas invitée, mais elle n'accepte pas cette rupture de l'unité du Comité et rejoint Helsinki de sa propre autorité.

Une double avancée de l'action fédérale

L'unité de la délégation française est reconstituée à Helsinki sur les bases suivantes :

- non à la création d'un comité international représentant surtout le courant communiste ;
- promouvoir une conférence internationale réellement représentative de tous les courants démocratiques, politiques, philosophiques ou religieux susceptibles de faire front à la Junte.

Ainsi rétablie, l'unité du Comité français répond à l'unité du Comité chilien et aux vœux de ses représentants. Ce facteur de confiance particulière les conduit à consacrer la soirée du 29 septembre 1973 à une rencontre commune. De plus, l'unité de la FEN répond à celle de la CUTCH.

Cette volonté de détacher l'action de solidarité de la tutelle de Moscou est partagée par le PC italien : quand Roland LEROY, Georges FOURNIAL (PCF) et moi rencontrons le numéro deux du PC italien, PAJETTA, celui-ci nous déclare même : « *S'il le faut, nous irons à la polémique.* »

Sur ces bases est décidée pour le printemps la **Conférence paneuropéenne à Rome.**

Le congrès de la FEN

Paris, 27-30 novembre 1973

Il se tient à Paris 27-30 novembre 1973

James MARANGÉ accueille à la tribune avec une intense émotion que partagent tous les congressistes, les trois représentants de la CUTCH, et il rend un hommage vibrant au peuple chilien et au défunt président Salvador ALLENDE.

La résolution du congrès, que je présente, est à l'unisson :

« Face au putsch, à l'assassinat du Président Salvador ALLENDE, au bain de sang, à la terreur déchainée contre le peuple chilien, le Congrès de la FEN exprime l'indignation et la colère de tous les enseignants et personnels de l'Éducation Nationale. Nul n'ignore la genèse de ce crime.... [...] »

« LE CONGRÈS DE LA FEN salue la mémoire du président constitutionnel de la République du Chili, Salvador ALLENDE, mort en combattant. Son exemple marquera l'histoire de la lutte pour la justice et la liberté. Aujourd'hui les organisations ouvrières et démocratiques du Chili s'organisent pour poursuivre, dans les conditions nouvelles imposées par le coup d'État, leur combat pour la démocratie, pour le socialisme. »

« LE CONGRÈS réaffirme la totale solidarité de la FEN à la Centrale unique des Travailleurs chiliens, à ses militants, à tous les travailleurs et démocrates chiliens féroce­ment frappés par la Junte et qui, en luttant contre le fascisme dans leur propre pays, se battent pour la liberté dans le monde entier. »

N.-B. — L'intégralité de la motion « Chili » adoptée par le congrès FEN de novembre 1973 figure en annexe, p. 17.

Versement des fonds du CCP 470 directement à la résistance chilienne.

Par télégramme de Rome, je suis prié de verser les fonds à l'ancien Comité international. Je m'y refuse et alerte à Cuba **Béatrice ALLENDE, présidente du Comité chilien de Solidarité à la Résistance**. Elle vient peu après à Paris avec BADILLA (Gauche chrétienne) pour faire part de la décision unanime du Comité chilien : **celui-ci se déclare seul habilité à recevoir les fonds**.

Le 11 décembre, à son arrivée, Béatrice ALLENDE, Didier MOTCHANE¹² et moi faisons le point. Puis, devant le Comité français, Béatrice qualifie ce télégramme d' « *erreur administrative* ».

Le 12 décembre, au nom du, Comité, je me rends à l'**ambassade de Cuba** pour remettre à **Béatrice ALLENDE** le premier versement de fonds du compte unique « Solidarité-Chili ». D'autres versements suivront, sous contrôle des trésoriers des trois centrales syndicales.



Louis Astre, Béatrice Allende et Luis Badilla (Ambassade Cuba à Paris, 12 décembre 1973)

Se développe par tous moyens (meetings, collectes, expositions, films, vente de cartes postales, etc.), la solidarité syndicale et politique durant l'automne puis l'hiver 1974. Il s'agit pour le Comité, les partis, les syndicats, les associations, d'aider la résistance chilienne intérieure et extérieure, et aussi d'accueillir et aider les réfugiés politiques.

Le 10 rue de Solferino, siège de la FEN, se trouve, de par la gestion du compte financier unique, un lieu de contacts, de rencontres et de nombre d'initiatives.

Notre solidarité intersyndicale avec la CUTCH

La solidarité avec les syndicalistes de la CUTCH, centrale unique des travailleurs du chili, connaît de multiples développements de toute nature, dont j'évoque quatre moments caractéristiques au regard de la FEN, sans oublier ce mot de Luis FIGUEROA :

« Nous nous sentons à la FEN comme chez nous. »

Le 15 janvier 1974, LE SNI LOGE LA CUTCH à Alfortville : André OULIAC offre à la centrale chilienne le local, rendu disponible, de la section syndicale du SNI à d'Alfortville.

Octobre 1974 : Conférence syndicale internationale à Paris.

À la FEN le 17 janvier 1975, André HENRY, nouveau secrétaire général de la FEN¹³ et moi, accompagnés de deux responsables CGT et CFDT, recevons les responsables de la CUTCH, son président FIGUEROA, accompagné de ROJAS et TORO, pour renforcer la solidarité.

Le 10 février 1975, à la Mutualité, le grand meeting CUTCH-FEN-CGT-CFDT permet de lancer un appel commun à l'ensemble des travailleurs et démocrates de France.

La solidarité globale s'intensifie

Après les initiatives immédiates du Comité Solidarité-Chili en septembre 1973, un grand nombre d'actions diverses dont la FEN est un des points d'ancrage, se développent durant l'automne et l'hiver 1973-1974. Cela débouche en juillet sur la **Conférence paneuropéenne de Paris**, dont il importe de rappeler la genèse, le déroulement et les suites en France et au plan international.

PARIS remplacera ROME. Alors que notre comité prépare la conférence paneuropéenne, une délégation officieuse, dont FOURNIAL et moi-même faisons partie, est appelée à Rome par les responsables communistes qui disent leur incapacité à organiser la conférence car leur parti doit se mobiliser totalement pour obtenir un vote positif au référendum national en faveur du divorce. Ils demandent que les Français assurent eux-mêmes la conférence à Paris.

Le 22 février 1974, le Comité français invite Italiens et Chiliens à une rencontre le **1^{er} mars** au siège de la FEN pour organiser une conférence réellement représentative à Paris, au printemps. Mais survient l'élection présidentielle en France, qui oblige à la reporter début juillet. Après la présidentielle où s'affirme François MITTERRAND, la solidarité connaît des fluctuations.

Le 19 juin 1974, en vue de lancer l'Appel à la Conférence paneuropéenne des 6 et 7 juillet à Paris, se tient au PLM St-Jacques¹⁴ la conférence de presse que je convoque au nom du Comité. Elle réunit les premiers responsables des organisations : **Robert FABRE** (MRG¹⁵), **Georges MARCHAIS** (PCF), **François MITTERRAND** (PS), **Robert CHAPUIS** (PSU¹⁶) – **Edmond MAIRE** (CFDT) – **Georges SÉGUY** (CGT) – **James MARANGÉ** (FEN).

Mais elle n'a pas le succès journalistique connu par la Gauche en campagne présidentielle.

Conférence paneuropéenne (6 et 7 juillet 1974 à Paris)



*James MARANGÉ (secrétaire général de la FEN), Louis ASTRE (secrétaire national de la FEN)
et Carlos ALTAMIRANO, secrétaire général du Parti socialiste chilien le 7 juillet 1974*

La Conférence paneuropéenne connaît un grand succès de participation et dans les médias.

L'accord sur son déroulement est noué dans mon bureau sur proposition de Gaston PLISSONNIER, du PC. Mais, premier signe inattendu de turbulence dans la Gauche, les trois dirigeants communistes français, MARCHAIS, LEROY et SÉGUY¹⁷ s'abstiennent d'y participer. Dès lors s'affirment seuls au premier plan les trois socialistes : Béatrice ALLENDE et Carlos ALTAMIRANO pour l'Unité Populaire ; François MITTERRAND qui au nom du Collectif français tient le discours de clôture et lance l'Appel Solennel de la Conférence à l'opinion publique internationale.

***« ... Assez de deuils, de sang, de larmes au Chili !
Justice et liberté pour le peuple chilien ! »***

La conférence décide l'envoi d'une délégation à l'ONU, dont, pour la France, moi-même, BRAQUE (MRG) et Mireille BERTRAND (PCF). Comme le gouvernement US refuse le visa à la « communiste », les deux autres Français réagissent en se retirant de la délégation européenne et en dénonçant ce veto américain au secrétaire général de l'ONU.

Mais la tension politique surgie après l'élection présidentielle française entre le PCF et le PS n'est pas sans incidences négatives sur l'action et la vie même du Comité Solidarité-Chili.

Ainsi le 11 septembre 1974, le meeting de la Mutualité, un an après le putsch et la mort de Salvador ALLENDE, se tient sans le PC ni la CGT qui ont décliné la proposition des socialistes chiliens et français. Mais la FEN et la CFDT, s'y associent.

De plus, bien que l'effort de solidarité des uns et des autres se poursuive par diverses voies, le Parti communiste français va bientôt faire obstacle à l'action du Comité.

« *Le Collectif national doit agir* » sous ce titre, en date du 7 mars 1975, j'évoque dans *l'Enseignement Public* la mise en sommeil du Comité depuis le mois d'octobre alors que tant d'initiatives s'imposent :

« C'est pourquoi la FEN appuie fermement (ainsi que le MRG et la CFDT) la demande répétée du Parti socialiste, de réunir enfin le Collectif national, afin d'organiser l'action commune de toute la gauche contre une aide financière éventuelle du gouvernement français à la junte chilienne. »

Suicide de Béatrice Allende (13 octobre 1975)

Béatrice, fille aînée de Salvador ALLENDE était sa plus proche collaboratrice. Elle voulait rester à ses côtés, le 11 septembre, ainsi que Joan Garcés, au Palais de la Moneda. Mais il les pria de partir pour témoigner et poursuivre la lutte. Elle était mariée à un ingénieur cubain.

Entre Béatrice ALLENDE et la FEN s'était établie une relation étroite et confiante.

À Pâques 1975 à Cuba, quand j'y conduisis la délégation de l'association France-Cuba, elle me proposa de nous retrouver à son domicile pour parler. Mais au dernier moment elle m'invita au grand restaurant de La Havane. Puis quand je l'y rejoignis elle indiqua que nous ne pourrions parler librement car nos voisins de table étaient là pour surveiller nos propos.

Je n'ai plus eu de contact avec elle avant ce jour où, comme son père, elle mit fin à sa vie.



Béatrice Allende s'est donné la mort le 11 octobre 1977 à Cuba.

Conférence mondiale de solidarité

Madrid, 10-11 novembre 1978

Ma participation à la Conférence mondiale fut le dernier acte marquant de ma contribution à l'active campagne de la FEN pour la solidarité au peuple Chilien.

Au nom de la FEN j'y déclarais notamment :

« Si le putsch du 11 septembre a été ressenti dans le monde entier par tous les travailleurs, comme une grave blessure, c'est précisément que le gouvernement d'UNITE POPULAIRE était une tentative exemplaire d'avancer vers le Socialisme dans la démocratie et par la démocratie. ...

Il nous faut dire partout que la cause du peuple chilien pour sa liberté est notre cause....

La lutte du peuple chilien est notre lutte, et sa victoire sera une victoire pour tous les travailleurs et tous les peuples, une victoire de la liberté, une victoire pour le Socialisme.

VIVA EL CHILE ! »

Louis ASTRE,

Paris, le 11 septembre 2013.

Annexes

Dernier discours radiodiffusé de Salvador Allende (Palais de la Moneda, Santiago-du-Chili : 11-09-1973)¹⁸



LE DERNIER DISCOURS D'ALLENDE

C'est certainement la dernière occasion que j'aurai de vous parler. Les forces aériennes ont bombardé les antennes de Radio-Portales et de Radio-Corporación. Je vous parle sans amertume, bien qu'avec déception : mes paroles seront le châtiment moral de ceux qui ont trahi leur serment, soldats du Chili, commandants en chef titulaires, amiral Merino qui s'est nommé lui-même, sans oublier M. Mendoza, général reptile qui, hier encore, manifestait sa fidélité et sa loyauté au gouvernement et s'est déclaré chef des carabinieri.

Face à cela, je n'ai qu'une chose à dire aux travailleurs : je ne démissionnerai pas. Dans cette situation extrême où me place l'histoire, je paierai de ma vie la loyauté envers mon peuple. Et je vous l'affirme : j'ai la certitude que le grain semé par nous dans la conscience de milliers et de milliers de Chiliens ne saurait être définitivement arraché. Ils détiennent la force. Ils pourront nous asservir. Mais ni le crime ni la force ne sauraient freiner les processus sociaux. L'histoire est à nous et elle est l'œuvre des peuples.

Travailleurs de ma patrie : je veux vous remercier de votre loyauté de toujours, de la confiance que vous avez placée en un homme qui ne fut que l'interprète de la grande soif de justice, qui donna sa parole de respecter la constitution et la loi, et qui le fit.

En cet instant ultime, le dernier où je puisse vous parler, j'espère que vous tirerez profit de la leçon. Le capital étranger, l'impérialisme uni à la réaction ont créé le climat qui permit aux forces armées de rompre avec leur tradition, illustrée par Schneider et réaffirmée par le commandant Araya, victimes de cette même couche sociale qui, aujourd'hui, attend bien au chaud qu'une main étrangère lui rende prébendes et privilèges.

Je m'adresse, tout d'abord, à la femme modeste de notre terre, à la paysanne qui a cru en nous, à l'ouvrière qui a travaillé davantage, à la mère

qui savait combien le sort des enfants nous tenait à cœur. Je m'adresse aux patriotes de tous les métiers qui, depuis longtemps, luttent contre la sédition menée par les organisations professionnelles, les collèges de classe qui cherchent à défendre, eux aussi, les avantages que leur accorde la société capitaliste. Je m'adresse à la jeunesse, à ceux qui chantaient et nous offraient leur joie et leur esprit de lutte. Je m'adresse à l'homme du Chili, à l'ouvrier, au paysan, à l'intellectuel, à ceux qui seront persécutés, car dans notre pays le fascisme est depuis longtemps présent dans les attentats terroristes qui font sauter les ponts, coupent les voies ferrées, détruisent les oléoducs et les gazoducs, bénéficiant du silence de ceux dont l'obligation était d'en assurer la défense. L'histoire les jugera.

Certainement, Radio-Magallanes sera réduite au silence et le message tranquille de ma voix ne parviendra pas jusqu'à vous. N'importe. Demain ou dans la mort je serai toujours avec vous, au moins en souvenir. Vous aurez mon nom, qui fut loyal, pour l'histoire.

Le peuple doit se défendre mais non se sacrifier. Le peuple ne doit pas se laisser faucher ni cribler de balles mais il ne doit pas, non plus, se laisser humilier.

Travailleurs de mon pays : je crois au Chili et en son destin. D'autres hommes dépasseront ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. Continuez et sachez que le jour où ils rouvriront les larges avenues par où passe l'homme libre pour construire une société meilleure est plus proche que lointain.

Vive le Chili ! Vive le peuple ! Vive les travailleurs ! Voici mes dernières paroles. J'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas vain. J'ai la certitude qu'il sera au moins une leçon morale pour châtier la félonie, la couardise et la trahison.

Santiago, la Moneda, 11 septembre 1973.

**Appel unitaire CGT-CFDT-FEN
du 15 septembre 1973**

C.G.T. F.E.N. C.F.D.T.

CHILI : HALTE AU MASSACRE!

Tout le confirme, contrairement aux informations officielles : au Chili, la junte militaire se livre, avec le concours des forces réactionnaires, à un véritable massacre.

Persuadés de répondre à l'émotion et au sentiment des travailleurs et du peuple français dans son immense majorité, la CGT, la CFDT et la FEN lancent un pressant appel à la classe ouvrière et à la population

- Pour manifester leur indignation
- pour exiger du gouvernement français qu'il intervienne énergiquement contre le massacre et la terreur et qu'il condamne sans équivoque le régime issu du coup d'Etat
- pour soutenir moralement et matériellement la résistance populaire chilienne qui se manifeste et s'organise.

Afin de permettre à la protestation populaire de s'exprimer avec une ampleur à la mesure du drame qui ensanglante le Chili, la CFDT, la CGT et la FEN appellent à

UN ARRÊT DE TRAVAIL LE LUNDI 17 SEPTEMBRE ENTRE 11 ET 12 HEURES

A L'OCCASION DE CET ARRÊT DE TRAVAIL DES DELEGATIONS SERONT ENVOYÉES AUPRES DU PREMIER MINISTRE, DES PREFETS ET DES POUVOIRS PUBLICS. DES COLLECTES SERONT ORGANISÉES POUR L'AIDE A LA RESISTANCE CHILIENNE.

Paris, le 15 septembre 1973, 23 heures.

S.G.P., 5, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 PARIS

Appel unitaire lancé le 15 septembre 1973.

**Rassemblement du 26 septembre 1973 :
Paris, Palais des sports**



Rassemblement du 26 septembre 1973. Louis Astre (FEN) sous le « C » de « chilienne », entre Henri Krasucki (CGT) à sa gauche sur la photo et Figueroa (CUTCH). À l'extrême-gauche, Motchane (PS). Deuxième à droite sur la photo, Paul Laurent (PCF). Dernier à droite, René Salanne CFDT).

**Meeting de soutien PS-PS Chili-FEN-CFDT :
salle de la Mutualité, 11 janvier 1974**



Au centre, Carlos Altamirano, secrétaire général du PS chilien. À la tribune, Louis Astre (FEN)

*Soirée de solidarité au peuple chilien
(15 octobre 1976)*

PARTIE ARTISTIQUE

*Le guitariste classique Edmundo Vasquez
Le groupe Hector Pavez de chants et danses du Chili
Le chanteur Patricio Manns
L'ensemble Trabunche*

Collectif National Solidarité Chili

entrée libre

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AU PEUPLE CHILIEN

VENDREDI 15 OCTOBRE A 20 HEURES 30

1976

SALLE DE CONFÉRENCE 20 bis, rue Saint-Dominique 75007 Paris

O
R
A
T
E
U
R
S

René Salanne
Secrétaire National CFDT

François Luchaire
Membre du Bureau National
du Mouvement des Radicaux
de Gauche

Jean-Claude Laroze
Secrétaire Confédéral CGT

Jean Kanapa
Membre du Bureau Politique
du Parti Communiste Français

Louis Astre
Secrétaire National de la F.E.N.

Lionel Jospin
Secrétaire National
du Parti Socialiste

Clodomiro Almeyda
secrétaire exécutif de l'Unité populaire

Motion « Chili » du congrès FEN de 1973

CHILI

Face au putsch,
à l'assassinat du Président Salvador ALLENDE,
au bain de sang,
à la terreur déchaînée contre le peuple chilien,

LE CONGRES de la FEN exprime l'indignation et la colère de tous les enseignants et personnels de l'Education Nationale.

Nul n'ignore la genèse de ce crime.

Le gouvernement légal tentait d'avancer vers le socialisme dans le respect de la liberté, par la démocratie et dans la liberté ; il entreprenait par de profondes réformes de rendre au pays ses richesses naturelles et de répondre à l'intérêt général des travailleurs.

rémediablement menacés les privilèges et la domination des féodalités économiques nationales et des sociétés multinationales, les forces réactionnaires du Chili, activement soutenues dès le début par l'impérialisme américain, n'ont pas hésité à renverser par les armes et dans le sang le régime constitutionnel de leur pays.

Au Chili c'est aujourd'hui l'ordre et la loi de la Junte fasciste :

- la négation des droits et libertés, le mépris de la dignité et de la vie des personnes, la destruction des valeurs de civilisation et de culture.

- la violence des armes contre la classe ouvrière et contre les démocrates de quelque conviction politique, philosophique ou religieuse qu'ils soient, la dissolution des organisations ouvrières et démocratiques, la chasse aux militants, l'appel à la délation, les perquisitions, exactions et arrestations, les déportations, la torture, l'assassinat.

L'ordre et la loi de la Junte c'est aussi le démantèlement des conquêtes économiques et sociales acquises par les travailleurs, la réduction de leur niveau de vie, le chômage, le rétablissement des privilèges économiques d'une minorité de nantis, la porte ouverte à la domination économique étrangère.

L'Enseignement public,
n°5 janvier 1974

LE CONGRES appelle tous les enseignants, les travailleurs, les démocrates français à dénoncer ce crime de la réaction et de l'impérialisme, à développer la solidarité politique, morale et matérielle envers le peuple chilien.

Il exige l'arrêt immédiat du massacre, la libération des prisonniers et déportés politiques et le rétablissement des droits démocratiques élémentaires.

Stigmatisant la jubilation d'une partie de la droite française et le silence du gouvernement devant le putsch, LE CONGRES exige :

- que le droit d'asile soit accordé en France à tous les chiliens et à tous les réfugiés politiques du Chili qui le demandent ;

- que le gouvernement refuse d'établir des relations normales avec la Junte fasciste et de la soutenir par quelque moyen que ce soit.

Saluant les multiples initiatives de solidarité, en particulier le boycott de livraison d'arme à la Junte, LE CONGRES demande au collectif national de poursuivre son action en favorisant le regroupement de tous les efforts afin de développer la campagne nationale et internationale de solidarité.

LE CONGRES de la FEN salue la mémoire du Président constitutionnel de la République du Chili, Salvador ALLENDE, mort en combattant. Son exemple marquera l'histoire de la lutte pour la justice et la liberté. Aujourd'hui les organisations ouvrières et démocratiques du Chili s'organisent pour poursuivre dans les conditions nouvelles imposées par le coup d'état, leur combat pour la démocratie, pour le socialisme.

LE CONGRES réaffirme la totale solidarité de la FEN à la Centrale Unique des Travailleurs chiliens, à ses militants, à tous les travailleurs et démocrates chiliens féroce ment frappés par la Junte et qui, en luttant contre le fascisme dans leur propre pays, se battent pour la liberté dans le monde entier.

Louis Astre était le rapporteur de la motion générale « Droits et Libertés » et de la motion annexe « Chili ». Le texte a été publié dans L'Enseignement public de janvier 1974.

Notes

¹ Louis Astre, responsable national de la FEN (1961-1984), était en charge de la défense des droits et libertés (1970-1978).

² Voir en annexe, p. 14, l'intégralité de son dernier discours.

³ Le Syndicat national des instituteurs (SNI) est le plus important syndicat national de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) avec, à cette époque, plus de 300 000 adhérents sur les 500 000 que compte la Fédération. Il regroupe alors au sein de la FEN les instituteurs et les professeurs d'enseignement général de collège (non certifiés), héritiers des maîtres de cours complémentaire.

⁴ Cette structure est, selon les circonstances, dénommée *Comité national* ou *Collectif national Solidarité-Chili*. Les deux appellations recouvrent la même entité.

⁵ Alors siège de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) et de certains de ses syndicats nationaux. L'entrée du 94 rue de l'Université était l'adresse de référence du Syndicat national des instituteurs (SNI).

⁶ Pierre Bertelet, qui se considérait comme un militant assumant des tâches de permanent, était le directeur administratif de la FEN depuis la 1948 en assurait l'administration au quotidien sous la responsabilité du secrétaire général et du trésorier. Pierre Bertelet était également, avec l'appui de la MGEN, le président fondateur de la MOCEN (Mutuelle des personnels des Œuvres coopératives de l'Éducation nationale) qui, étant de droit privé, ne pouvaient statutairement adhérer à la MGEN.

⁷ Le trésorier de la FEN était Jean Desvergues, secrétaire général du Syndicat national de l'Intendance de l'Éducation nationale (SNIEN), futur président de la CASDEN-Banque populaire.

⁸ Georges Fournial était bien connu des militants de la FEN, puisqu'il avait été jusqu'en 1960 responsable national de la tendance dite *cégétiste* tant au SNI qu'à la FEN. À l'époque retraité, ce collaborateur du Comité central du Parti communiste français, parfait hispanisant, était responsable de sa section « Amérique latine ».

⁹ Luis Corvalan sera échangé en 1976 contre le dissident soviétique Vladimir Boukovski.

¹⁰ Sur le Conseil mondial de la paix, voir cet article sur Wikipédia : <http://bit.ly/1dPgRvk>.

¹¹ La FEN non membre de ce comité, a participé à toutes les actions de défense du gouvernement Allende face aux diverses agressions impérialistes.

¹² Didier Motchane, secrétaire national du PS, chargé notamment des questions du Tiers-Monde.

¹³ André Henry a été élu secrétaire général de la FEN à l'issue du Conseil national du 12 décembre 1974, sur proposition de son prédécesseur James Marangé qui avait atteint l'âge de la retraite et quittait ses responsabilités selon la règle syndicale.

¹⁴ Hôtel et Centre de conférences situé 17 bd Saint-Jacques, dans le XIV^e arrondissement de Paris. « PLM St-Jacques » était son nom originel à la création.

¹⁵ Mouvement des radicaux de gauche (actuel Parti radical de gauche).

¹⁶ Parti socialiste unifié.

¹⁷ Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, était également membre du Bureau politique du PCF.

¹⁸ On peut accéder à une version audio du dernier discours d'ALLENDE sous-titrée sur le site Dailymotion : <http://bit.ly/dKfNbD>.